

**Tribunal administratif de Dijon (intervention de M. Voye statistiques et observation réunion de la compagnie des commissaires enquêteurs le 7 avril 2017**

**1°) Rappel sur les attributions de M. Voye,** depuis 1 an je suis en dehors de mes responsabilités de gestion des enquêtes publiques au TA de Dijon en charge de la veille juridique, et depuis début 2017 je suis chargé de la communication du tribunal

**2°) statistiques :** 2016 a connu un nombre d'enquêtes publiques identique à 2015 soit 180

40 demandes d'enquêtes publiques ont été traitées au cours du premier trimestre 2017 contre 50 demandes au cours de la même période en 2016

Le contexte électoral peut être une des explications de la chute des demandes d'enquêtes et aussi il faut savoir que le préfet peut faire jouer actuellement son droit de réserve électoral entre la fin mars et fin juin afin d'éviter sur des dossiers sensibles de créer une tension dans la population en période d'élection présidentielle et ensuite législative.

**3°) La réforme macron** est en place depuis fin janvier au TA, il n'y a plus de suppléant ni de provision. Le Conseil d'Etat a actualisé le logiciel skypper enquête publique

**4°) indemnisation :** Certains maitres d'ouvrage publiques ou privés me demandent des explications sur le montant de l'indemnisation croyant parfois que le commissaire ne doit être « payé » que sur la base du nombre de permanence exclusivement ... ou alors ils estiment le montant très élevés, je leur explique les raisons de cette indemnisation ... pour l'instant aucun recours n'a été enregistré

**5°) Eoliennes :** Sauf parc trop important ou risque de tensions je ne désigne qu'un commissaire sur les projets éoliens

**6°) RIB** Plus besoin de m'adresser systématiquement de RIB pour être indemnisé, la Caisse des dépôts a enregistré informatiquement toutes les références des RIB sauf s'il s'agit d'un nouveau commissaire